



AIN

# Violences faites aux élus : la « litanie glaçante » des maires de l'Ain

« Très attendue » par de nombreux élus, l'assemblée générale de l'Association départementale des maires de France (AMF 01), organisée vendredi à Ainterexpo, a permis aux élus d'exprimer leurs préoccupations, à commencer par les faits de violence dont ils sont parfois victimes.

Les questions liées à la sécurité des élus ont monopolisé une bonne partie des interventions de la délégation aindinoise de l'Association des maires de France (AMF), ce vendredi 13 octobre. Une matinée de travaux introduite notamment par Frédéric Leturque, vice-président de l'AMF. Venu représenter le président David Lisnard, par ailleurs maire de Cannes, il a subitement quitté la tribune pour rejoindre au plus vite le Pas-de-Calais. On apprendra quelques minutes plus tard qu'une attaque terroriste venait de se produire devant un lycée d'Arras.

## Les élus femmes, encore plus exposées

Jean-Yves Flochon, le président de l'AMF 01, a notamment donné la parole à Jean-Pascal Thomasset. L'occasion pour le maire de Nantua, également responsable de l'Association d'aide aux victimes du département de l'Ain (Avema), d'égrener quelques chiffres. Une « glaçante litanie » des violences faites aux élus soulignera



Les élus se sont réunis toute la matinée en assemblée générale pour travailler de manière collective sur des questions d'actualité. Photo Julia Beaumet

Christophe Greffet, le secrétaire général de l'AMF 01.

« En 2021, 2 141 plaintes ont été enregistrées en France concernant des violences subies par des élus. En 2022, ce sont 2 065 procédures qui ont été déclarées et en 2023, plus de 3 000 maires auront subi des violences », a expliqué Jean-Pascal Thomasset avant de zoomer à l'échelle du département, où « 32 situations ont été déclarées en 2023, dont la majorité concerne des coups et blessures volontaires ». Il pointera le cas particulier de ces « élus femmes pour qui les agressions sont très souvent conjuguées avec des violences sexistes ».

Dernier exemple en date, cette élue de la plaine de l'Ain qui a reçu, le 2 octobre dernier, des coups de pied avant de se faire

insulter alors qu'elle tentait de protéger une grand-mère agressée sur un trottoir. « Nous sommes confrontés à une crise généralisée », lâchera Jean-Pascal Thomasset dans un cri du cœur. Une phrase qui résonne tristement après l'attaque au couteau à Arras, ce vendredi.

## Une cinquantaine de boutons « Monshérif » bientôt à disposition

Touchés mais pas coulés, les élus peuvent depuis l'été, compter sur un plan national de prévention et de lutte contre les violences aux élus. Douze nouvelles mesures gouvernementales dont la mise en place de mesures de sécurisation physique, un renforcement de la vidéoprotection, le durcissement des sanctions, etc.

L'AMF 01 se veut, elle aussi,

proactive sur le sujet. Elle finalise actuellement plusieurs initiatives comme « l'élaboration d'un travail de terrain avec le procureur de la République ». « En 2024, une rencontre justice/élus sera organisée de façon à comprendre toute la chaîne pénale. » Mais aussi la mise en place d'une ligne téléphonique prioritaire entre l'AMF 01 et le parquet, un soutien psychologique étendu aux familles des élus, un module de formation avec le GIGN et l'acquisition d'une cinquantaine de boutons « Monshérif » jusque-là utilisés par les victimes de violences conjugales.

De quoi rassurer (un peu) ces élus de la République qui « subissent parfois des campagnes de dénigrement, des agressions verbales, voire des coups ».

● Julia Beaumet

Éric Thomas, le maire de Certines, est décédé



Photo d'archives Catherine Aulaz

Le vice-président de la communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse (CA3B) en charge des sports était atteint d'un « mal incurable », a révélé Jean-Yves Flochon, vendredi matin 13 octobre, lors du salon des maires de l'Ain. Le président de l'Association des maires de l'Ain (AMF) a loué « son enthousiasme et son dynamisme » et adressé « une pensée pour sa famille mais aussi celle des sapeurs-pompiers également avec qui il était engagé au service de sa commune ». « Aujourd'hui, nous sommes dans la peine. Nous savions la passion qu'il investissait au service de son territoire », a terminé Jean-Yves Flochon.